



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



ÉCONOMIE DU QUÉBEC

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE

DE MONTRÉAL

Avril 2021



En bref

Avec 23 % de la population du Canada et 20 % du PIB canadien en terme de revenus en 2020, le Québec se situe au 2^{ème} rang des provinces canadiennes derrière l'Ontario. Avant le début de la pandémie, son économie et ses finances publiques évoluaient très positivement et les investissements en infrastructures étaient en forte hausse.

En 2019, la France est le 2^{ème} investisseur étranger au Québec derrière les États-Unis. Avec plus de 350 filiales, la présence française est visible dans presque tous les domaines. Le Québec conserve en 2020 son rang de principale province partenaire de la France au Canada avec 47,5 % des échanges de biens.

Chiffres clés

- **Superficie** : 9 984 670 km²
- **Population (T1 2021)** : 38 048 738 habitants
- **Densité de population** : 3,8 hab. / km²
- **PIB en termes de revenus (2020)** : 2 204 Md CAD
- **PIB/hab. (2019)** : 61 466 CAD
- **PIB/hab. en parité pouvoir d'achat (2019)** : 50 661 \$ US PPA
- **Taux de chômage (mars 2021)** : 7,5 %
- **Solde budgétaire fédéral (2020-2021)** : - 354 Md CAD (16,1 % du PIB)
- **Dette nette fédérale (2020-2021)** : 1 080 Md CAD (49 % PIB)
- **Exportations internationales de biens (2020)** : 522 Md CAD
- **Importations internationales de biens (2020)** : 542 Md CAD
- **Balance commerciale (2020)** : - 20 Md CAD
- **Principaux pays partenaires commerciaux en 2020 (biens)** : États-Unis (60,9 %) ; Chine (9,5 %) ; Mexique (3,4 %) ; Royaume-Uni (2,6 %) ; Japon (2,4 %)
- **Échanges de biens France – Canada (2020)** : 10,2 Md CAD

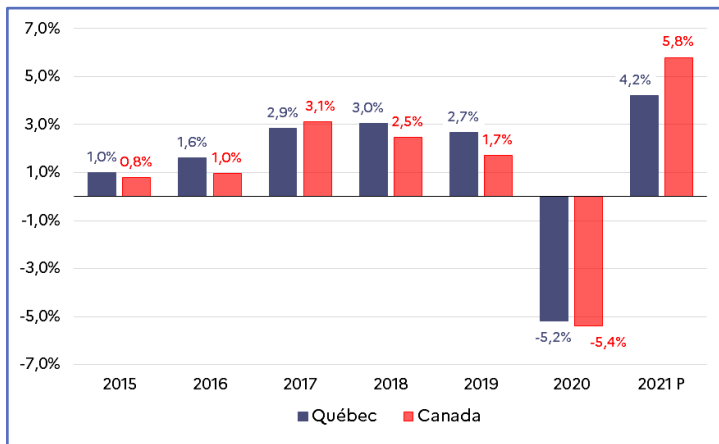


- **Superficie** : 1 667 712 km²
- **Population (T1 2021)** : 8 575 944 habitants
- **Densité de population** : 6,5 hab. / km²
- **PIB en termes de revenus (2020)** : 442 Md CAD
- **PIB/hab. (2019)** : 54 149 CAD
- **PIB/hab. en parité pouvoir d'achat (2018)** : 44 630 \$ US PPA (France : 49 226 \$ US PPA)
- **Taux de chômage (mars 2021)** : 6,4 %
- **Solde budgétaire (2020-2021)** : -15 Md CAD (2,7 % du PIB)
- **Dette brute (mars 2021)** : 219 Md CAD
- **Exportations internationales de biens (2020)** : 85,8 Md CAD
- **Importations internationales de biens (2020)** : 89,1 Md CAD
- **Balance commerciale (2020)** : - 3,3 Md CAD
- **Principaux pays partenaires commerciaux en 2020 (biens)** : États-Unis (51,4 %) ; Chine (10,0 %) ; Allemagne (3,7 %) ; Mexique (3,1 %) ; France (2,7 %) ; Royaume-Uni (2,4 %)
- **Échanges de biens France – Québec (2020)** : 4,8 Md CAD



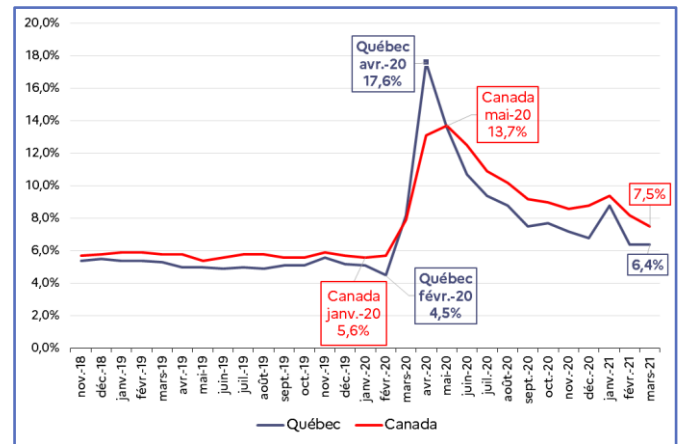
Principaux indicateurs économiques

Taux de croissance du PIB



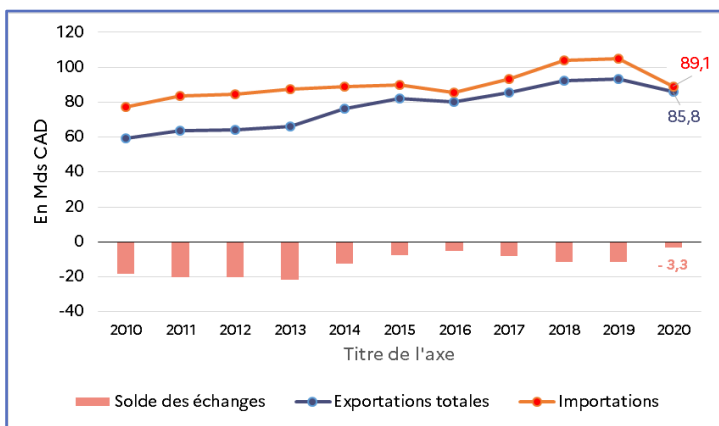
Source : Budget Québec 2021-2022, Budget fédéral 2021

Evolution du taux de chômage



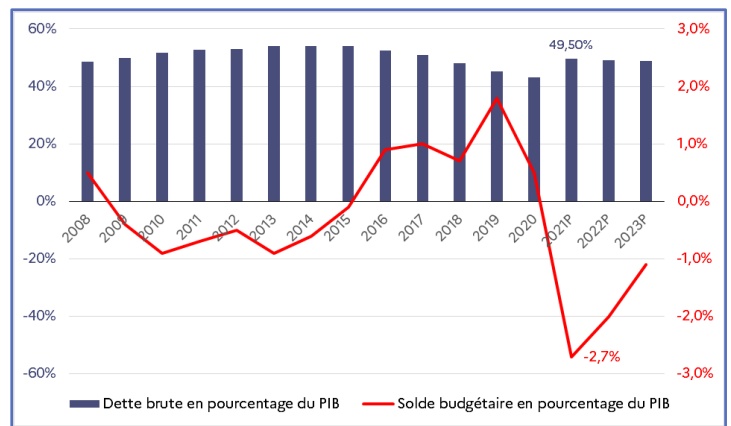
Source : Institut de la statistique du Québec

Commerce international de biens



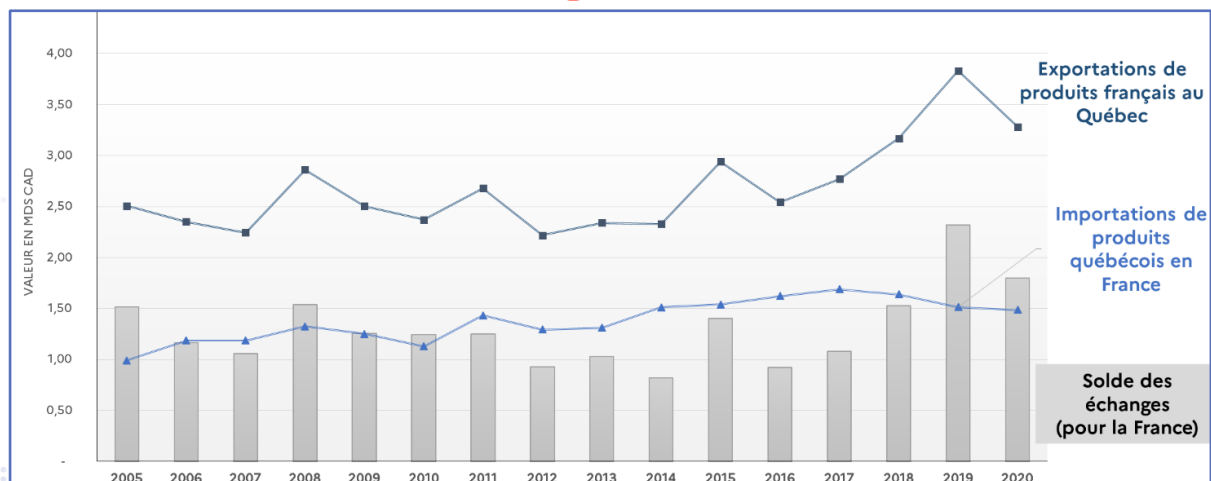
Source : Institut de la statistique du Québec

Dettes et solde budgétaire



Source : Budget Québec 2021-2022

Zoom sur 15 ans d'échanges de biens France – Québec



Présentation générale

Le Québec est la 2^{ème} province la plus peuplée du Canada, avec 8,5 millions d'habitants. 78 % de sa population a pour langue maternelle le français selon le dernier recensement de 2016. Sa superficie est équivalente à 3 fois celle de la France. Québec (environ 0,8 million d'habitants) est la capitale de la province et Montréal le centre économique (4 millions d'habitants).

Le Québec est dirigé par le premier ministre François Legault de la Coalition Avenir Québec (CAQ) depuis octobre 2018.

Longtemps fondée sur l'exploitation de ses importantes ressources naturelles, l'économie québécoise est devenue une économie de services, qui représente aujourd'hui 73 % de son PIB. Le secteur de la fabrication représente cependant toujours 12,9 % du PIB. Le PIB du Québec a atteint 442 Md CAD (289 Md €*) en 2020 et représente 20,0 % du PIB canadien.

LES CHIFFRES À RETENIR

73 %

Contribution des « services » au PIB du Québec en 2020

Une économie tournée vers l'extérieur

L'économie québécoise se caractérise par son ouverture : les exportations participent à hauteur de 30 % à la création de valeur. La [balance commerciale du Québec](#) affiche un solde négatif depuis 2003. Le déficit commercial s'est réduit fortement en 2020 par rapport à 2019 pour atteindre 3,3 Md CAD (2,2 Md €). La part des échanges du Québec avec l'Union européenne (UE) diminue en 2020 (15,7 % des échanges totaux), comme celle avec les États-Unis (51,4 %). Les exportations vers la Chine ont elles très fortement augmenté en 2020 (+42,7 % par rapport à 2019). Les États-Unis restent le 1^{er} fournisseur du Québec (33,5 % de part de marché en 2020), devant la Chine (14,3 %). Ces deux pays sont aussi les premiers clients de la province. Le Québec a su, au cours des dernières années, profiter du dynamisme de l'économie américaine couplé à la faiblesse du dollar canadien pour augmenter ses exportations de biens et services.

Le nouvel accord de libre-échange nord-américain, l'[ACEUM \(Accord Canada - États-Unis - Mexique\)](#) est entré en vigueur en juillet 2020. Cet accord garantit le maintien des dispositions existantes dans le cadre de l'ALENA (Accord de libre échange nord-américain en vigueur entre 1994 et 2020), mais modernise certaines dispositions notamment sur les procédures de douanes et sur le commerce numérique. Ce nouvel accord permet d'assurer la stabilité nécessaire au développement des affaires et à la fluidité commerciale même si la situation de certains secteurs importants pour l'économie québécoise comme les produits forestiers, l'aluminium et ceux sous la *gestion de l'offre* auront encore besoin d'une attention particulière.

Même si le Québec accorde une importance primordiale à sa relation économique avec son voisin américain, il affirme aussi sa volonté d'approfondir ses relations commerciales avec l'UE, que facilite la mise en place de l'[Accord Économique et Commercial Global \(AECG-CETA\)](#) entre l'UE et le Canada, entrée en application provisoire depuis septembre 2017 (une hausse de 25 % des échanges bilatéraux est attendue à moyen terme).

La pandémie, révélatrice des « vulnérabilités économiques » du Québec

La pandémie de Covid-19 a particulièrement affecté le Québec, qui est la province la plus touchée du Canada (46 % des décès canadiens au 21 avril 2021) et dont l'économie a été très éprouvée par les mesures de confinement. Selon le ministre des Finances du Québec M. Eric Girard, la crise a mis en relief certaines « vulnérabilités économiques » du Québec. Outre les enjeux démographiques liés au vieillissement de la population, qui entraîne notamment des impacts sur le marché de l'emploi et sur les finances publiques (dépenses de santé), le Québec doit continuer à améliorer sa productivité et devra redoubler d'efforts pour retrouver le chemin de l'équilibre budgétaire afin de poursuivre la baisse du poids relatif de sa dette qui reste élevée. Malgré tout, le gouvernement québécois a pu profiter d'une forte croissance économique ces dernières années qui lui a permis d'assainir sa situation budgétaire et lui offre aujourd'hui une certaine marge de manœuvre pour participer à la relance économique.

Perspectives économiques

Contraction du PIB provincial en 2020 et reprise de l'emploi

La contraction du PIB réel atteindra 5,2 % pour 2020 mais l'économie québécoise semble avoir retrouvé le chemin de la croissance : le PIB réel devrait progresser de 4,2 % en 2021 et de 4,0 % en 2022. La croissance réelle de moyen terme devrait ensuite tendre vers 1,5 % annuellement. Le Québec pourrait ressentir pendant encore plusieurs années les effets de la crise et aura un important écart de production à combler selon le ministère des Finances. Ainsi, en 2025, le PIB réel du Québec sera inférieur de 1,3 % au niveau prévu à la même période lors de la présentation du budget 2020-2021.

LE CHIFFRE À RETENIR

-5,2 %

Contraction du PIB réel en 2020

En février 2021, l'emploi au Québec se situait à 96,8 % de son niveau observé avant la pandémie. Depuis le pic d'avril 2020 (17,6 %), le taux de chômage au Québec s'est replié de 11,2 points, pour s'établir à 6,4 % en février 2021. Il s'agit du plus faible niveau parmi l'ensemble des provinces (9,2 % en Ontario et 8,2 % au Canada). Avec la fermeture des frontières, le Québec doit aujourd'hui composer avec 2 handicaps : la pénurie de main d'œuvre notamment dans des secteurs à haute valeur ajoutée comme les technologies et les sciences de la vie et des difficultés persistantes dans des secteurs intensifs en main-d'œuvre, notamment l'hébergement et la restauration qui resteront encore longtemps loin de leur plein potentiel.

La reprise est ainsi déjà amorcée même si elle est lente et inégale suivant les secteurs d'activités. La pandémie a changé les comportements des consommateurs et forcé un virage technologique important avec notamment le développement des achats en ligne, l'obligation du télétravail et l'avènement de l'automatisation et de l'industrie 4.0. Les produits locaux connaissent aussi un regain d'intérêt et profitent d'un important soutien gouvernemental notamment au travers d'initiatives comme la plateforme [Le Panier Bleu](#).

Vers une relance durable

Avec son [Plan pour une économie verte 2030](#) (Politique-cadre d'électrification et de lutte contre les changements climatiques) publié le 16 novembre 2020, le gouvernement du Québec a réaffirmé son engagement à réduire le niveau de ses émissions de gaz à effet de serre (GES) de 37,5 % sous leur niveau de 1990 d'ici 2030, et se fixe comme objectif d'atteindre la carboneutralité d'ici 2050. Les émissions ont continué d'augmenter au Québec depuis 2015 et n'ont diminué que de 9 % entre 1990 et 2017. Le Plan pour une économie verte 2030 est présenté par le premier ministre du Québec François Legault comme « *le plus grand chantier économique des dernières décennies* ». Le cœur de la stratégie du gouvernement repose sur l'électrification de l'économie afin de profiter des nombreuses capacités hydroélectriques dont bénéficie le Québec et de limiter les importations d'énergies fossiles.

Cette politique cadre est accompagnée d'un premier plan de mise en œuvre quinquennal (2021-2026) qui s'appuie sur un cadre financier prévoyant des dépenses totales de 6,7 Md CAD (4,4 Md €) sur 5 ans. Les actions de ce premier plan qui concernent surtout **l'électrification des véhicules et les infrastructures de transport collectif** (le secteur des transports est le premier émetteur de GES de la province) devraient permettre des réductions de 12,4 millions de tonnes (Mt) équivalent CO₂ pour la province québécoise d'ici 2030, soit 42 % de l'effort requis pour atteindre l'objectif de réduction de 37,5 %. Comme l'indique le slogan du Plan « *Plus de richesse, moins de GES* », le gouvernement mobilise aussi d'importants moyens financiers pour le développement des filières stratégiques de l'économie de demain, telles que la filière des batteries, de l'hydrogène vert et des bioénergies. Le gouvernement estime que ce plan pourrait permettre d'ajouter 2,2 Md CAD (1,4 Md €) au PIB du Québec et créer plus de 15 500 nouveaux emplois. Conformément à sa promesse électorale de ne pas alourdir le fardeau fiscal des Québécois, le premier ministre a refusé d'inclure dans ce plan des mesures écofiscales de type malus.

La [Stratégie québécoise de développement de la filière batterie](#) a été publiée en novembre 2020 et sera mise en œuvre par Investissement Québec et le ministère de l'Économie et de l'Innovation. Elle se décline en trois volets : l'exploitation et la transformation des minéraux du territoire québécois pour fabriquer des composants de batteries (comme des anodes et des cathodes), la production des véhicules commerciaux à motorisation électrique et le développement du recyclage des batteries grâce aux technologies québécoises d'avant-garde.

Pour rappel, le Québec a mis sur pied depuis 2013 un [système de plafonnement et d'échange de droits d'émission](#) de gaz à effet de serre (SPEDE) (marché carbone) pour lutter contre les changements climatiques. Son objectif premier est d'inciter les entreprises et les citoyens à innover et à modifier leurs comportements afin de réduire les émissions de GES. En 2014, le Québec a lié son système à celui de la Californie dans le cadre de la *Western Climate Initiative*, créant ainsi le plus grand marché du carbone en Amérique du Nord et le premier à avoir été conçu et à être géré par des gouvernements infranationaux de pays différents. Depuis 2013, le SPEDE a tenu 25 enchères de droits d'émission, qui ont rapporté 4,5 Md CAD (3,3 Md €).

Finances publiques

Budget 2021-2022

Le ministre des Finances du Québec, a présenté le 25 mars 2021 les grandes orientations du budget de la province pour l'exercice 2021-2022 et esquissé des perspectives de moyen terme avec un plan intitulé « [Un Québec résilient et confiant](#) ». Selon les documents budgétaires, la province devrait terminer l'année financière 2020-2021 avec un **déficit de 15 Md CAD (10,1 Md €)** alors que le budget 2021-2022, le premier qui intègre pleinement les effets de la pandémie, présente un **déficit de 12,3 Md CAD (8,3 Md €)**. La priorité du gouvernement reste la gestion de la crise sanitaire et la relance de l'économie. Ce budget de transition se concentre surtout sur les missions principales de la province : l'éducation et la santé avec des mesures supplémentaires pour les aînés. Le budget 2021-2022 prévoit 15 Md CAD (10,1 Md €) de nouvelles initiatives entre 2020 et 2026 pour renforcer le système de santé, en faveur de l'éducation et accélérer la croissance et la transition vers la nouvelle économie. 69 % de ces initiatives visent en priorité le système de santé dont les besoins criants ont été exacerbés par la pandémie.

Ce budget intègre également une réforme de la fiscalité pour l'économie numérique, une bonification de 4,5 Md CAD (3,3 Md €) du Plan québécois pour les infrastructures et 20 M CAD (13 M €) en faveur du déploiement de la première stratégie québécoise de l'hydrogène vert et des bioénergies.

Impacts de la crise sanitaire sur les finances publiques

Le **coût total de la pandémie oscillera autour de 30 Md CAD (20 Md €)**, a indiqué le ministre des Finances. Il estime aussi que l'année 2020-2021 devrait s'achever avec un déficit de 15 Md CAD (10,1 Md €). Le poids du déficit avant les versements au Fonds des générations est important cette année (2,7 % du PIB) et pour 2021-2022 (2,0 % du PIB) mais reste inférieur à celui atteint en 1994. La dette brute devrait s'établir à près de 219 Md CAD (147 Md €) en 2021, en croissance de 10,1 % par rapport à l'année précédente.

Le gouvernement a décidé de suspendre temporairement la stricte *Loi sur l'équilibre budgétaire* qui l'oblige à retrouver l'équilibre budgétaire en 5 ans après un déficit et vise ainsi désormais un retour à l'équilibre en 7 ans avec un déficit structurel à résorber de 6,5 Md CAD (4,4 Md €). Il continue tout de même d'alimenter le Fonds des générations destiné à réduire la dette. La *Loi sur la réduction de la dette et instituant le Fonds des générations* risque aussi de devoir être révisée partiellement puisque les cibles prévues pour 2025-2026 (dette brute à 45 % du PIB et dette représentant les déficits cumulés à 17 % du PIB) ne pourront certainement pas être atteintes (prévisions respectives : 47,9 % et 25,6 %).

Pour plus de détails : [Le budget du Québec 2021-2022](#)

Aspects sectoriels

Outre le fait de bénéficier d'importantes ressources naturelles, le Québec a développé plusieurs secteurs d'excellence, comme l'aéronautique, le multimédia et les technologies de l'information, l'industrie pharmaceutique et les biotechnologies. Le Québec profite d'une importante diversification de ses activités économiques. Le tableau ci-dessous permet de mettre en évidence la ventilation de l'emploi et du PIB du Québec en 2020 :

	Proportion de l'emploi	Proportion du PIB
Commerce	16,4%	11,9%
Soins de santé et assistance sociale	13,6%	8,7%
Secteur des biens – Fabrication	11,8%	13,1%
Services d'enseignement	8,9%	5,8%
Administrations publiques	7,3%	7,8%
Services professionnels, scientifiques et techniques	6,2%	7,2%
Secteur des biens – Construction	5,6%	7,0%
Services d'hébergement et de restauration	5,5%	1,4%
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement	4,5%	2,6%
Transport et entreposage	4,5%	3,7%
Finance et assurances	4,3%	7,0%
Autres services (sauf les administrations publiques)	3,2%	2,0%
Industrie de l'information et industrie culturelle	2,0%	3,3%
Arts, spectacles et loisirs	1,3%	0,4%
Services immobiliers et services de location et de location à bail	1,3%	12,0%
Secteur des biens – Secteur primaire	0,8%	2,3%
Secteur des biens – Services publics	0,8%	3,4%
Gestion de sociétés et d'entreprises	0,7%	0,3%

Données 2020, Source : Institut de la statistique du Québec ([État du marché du travail au Québec](#) & [Produit intérieur brut par industrie au Québec](#))

Industrie aérospatiale

L'industrie aérospatiale québécoise est un secteur clé de la province. Le paysage de l'industrie aéronautique au Québec est composé de maîtres d'œuvres internationaux ainsi que de nombreux équipementiers, sous-traitants et fournisseurs de premier plan. Cette industrie s'appuie également sur un réseau d'établissements d'enseignements qui forment un bassin de main d'œuvre qualifiée, de centres de recherches de renom ainsi que de sièges sociaux d'organisations internationales, telles l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI), l'Association du transport aérien international (IATA) et le Conseil international de l'aviation d'affaires (IBAC). Cette concentration d'acteurs-clés des secteurs industriel, académique, scientifique et associatif de l'industrie aérospatiale se traduit par une capacité industrielle et de recherche exceptionnelle. La province est ainsi au 6^{ème} rang mondial en aérospatiale derrière les États-Unis, la France, l'Allemagne, le Royaume-Uni et le Japon. Avec 98 % de l'activité aérospatiale québécoise concentrée dans le Grand Montréal, grâce à la présence historique de

Bombardier et maintenant d'Airbus Canada, la région métropolitaine constitue le troisième pôle mondial de l'aérospatiale, après Seattle et Toulouse.

[L'industrie aérospatiale québécoise](#) représente ainsi plus de 200 entreprises (dont 6 grands donneurs d'ordre (Airbus, Bombardier aéronautique, Bell Helicopter Textron Canada, Pratt & Whitney, Mitsubishi Aircraft Corporation et CAE)) et plus de 42 000 emplois. 53 % des activités de l'industrie aérospatiale canadienne sont réalisées à Montréal et 80 % de la production aérospatiale québécoise est exportée hors Québec. 1 Md CAD (654 M €) sont investis annuellement en recherche et développement, soit 70 % des dépenses totales canadiennes. La région du Grand Montréal regroupe la plupart des centres de recherche du Canada. Elle abrite aussi le Consortium de recherche et d'innovation en aérospatiale au Québec (CRIAQ), les sept universités actives dans la recherche aérospatiale et plus de dix centres de recherche publics et parapublics de renom.

Numérique

Au Québec, 210 000 personnes se spécialisent dans [les technologies de l'information et des communications \(TIC\)](#). Près de la moitié d'entre elles sont actives dans des domaines aussi diversifiés que le développement de logiciels, la microélectronique, l'optique-photonique, les services-conseils, les télécommunications, les services infonuagiques, la cybersécurité et l'intelligence artificielle.

Montréal est un pôle d'expertise mondialement reconnu dans la [recherche en intelligence artificielle](#) notamment grâce aux travaux de chercheurs émérites comme Yoshua Bengio (lauréat du prix Turing 2018). En plus de ces grands chercheurs, la métropole réunit des incubateurs, des startups et des grandes entreprises comme Facebook, Microsoft, Google et Samsung. Plusieurs entreprises françaises ont aussi décidé d'implanter leur centre de recherche en IA au Québec : c'est notamment le cas de Thalès, Havas, Axionable, Servier,...

Mis sur pied dans le cadre du Partenariat mondial sur l'intelligence artificielle (PMIA), le Centre d'expertise international de Montréal pour l'avancement de l'intelligence artificielle (CEIMIA) a officiellement lancé ses activités en juillet 2020. Le CEIMIA est l'un des deux centres d'expertise, avec celui de Paris, créés dans le cadre du PMIA. Le PMIA travaillera sur quatre thématiques, dont deux seront appuyées par le CEIMIA, soit l'utilisation responsable de l'IA et la gouvernance des données.

Pour consolider la position du Québec comme chef de file mondial dans le domaine de l'intelligence artificielle, le budget de 2019-2020 prévoit de consacrer 329 M CAD (215 M €) sur cinq ans, afin de favoriser, entre autres, l'attraction de chercheurs et soutenir les projets de recherche. Quatre initiatives du domaine : IVADO, Scale.AI, le MILA – Institut québécois d'intelligence artificielle et Prompt se partageront ainsi une enveloppe de 100 M CAD (65 M €).

Jeux vidéo, effets visuels et animation

Le Québec est le principal pôle canadien en termes d'emploi dans le secteur du jeu vidéo. En forte croissance, [l'écosystème montréalais du jeu vidéo](#) attire les studios étrangers grâce à différentes aides fiscales et subventions offertes par les gouvernements provincial et fédéral. Au niveau provincial, le [Crédit d'impôt pour la production de titres multimédias](#) et le [Crédit d'impôt pour les sociétés spécialisées dans la production de titres multimédias](#) permettent le remboursement des dépenses de main d'œuvre engagées pour la production de titres multimédias, avec un taux entre 26,25 % et 37,5 % (pour les titres disponibles en version française).

Au palmarès des cinq plus grands centres mondiaux de production de jeux vidéo, le Grand Montréal s'illustre par l'expertise et la créativité de ses talents. Les entreprises internationales trouvent à Montréal un savoir-faire de jeunes créatifs reconnu internationalement et s'appuient sur une dynamique soutenue très fortement par un réseau d'organismes publics (Investissement Québec), municipaux (Montréal International) et associatifs (réseaux et «grappes technologiques»). Forte de 245 studios membres, la [Guilde du jeu vidéo du Québec](#) a pour mission de faire la promotion de l'industrie du Québec. Le studio français Ubisoft à Montréal est le plus grand studio de développement de jeu vidéo au monde. On retrouve aussi à Montréal de nombreux autres studios français dont notamment Gameloft, Novaquark, Dontnod, Focus Home Interactive, Quantic dream...

Au cours des dix dernières années, la métropole montréalaise s'est aussi imposée comme l'une des plaques tournantes du [secteur des effets visuels et de l'animation](#) grâce à une croissance annuelle moyenne du volume d'affaires estimée de 27 %. Montréal compte 35 studios d'animation et d'effets visuels et plus de 225 projets ont

été réalisés au Québec en 2019. Les studios français sont très présents: Technicolor, MPC, Mikros, Buf, On Entertainment, Mathematic Studio, Caribara,...

Sciences de la vie et des technologies de la santé (SVTS)

Plus de 650 entreprises œuvrent dans [le secteur des sciences de la vie et des technologies de la santé](#) au Québec et 12 % d'entre elles ont plus de 100 employés. Cela représente 56 000 emplois dont 80 % dans le Grand Montréal qui rassemble des expertises complémentaires dans les domaines de la biopharmaceutique, du diagnostic, des appareils médicaux, des technologies de la santé et de l'intelligence artificielle. On retrouve dans la région une masse critique d'entreprises, soutenues par les universités, les institutions de recherche et les gouvernements, ainsi qu'un important bassin de talents. La grappe [Montréal InVivo](#) est un réseau d'échanges regroupant l'écosystème des SVTS. Beaucoup d'entreprises françaises du secteur ont une présence dans le Grand Montréal : Servier, Biomérieux, Domain Therapeutics, Pierre Fabre, Boiron, Valneva,...

Secteur minier

Avec 21 mines actives et 27 projets miniers et 3,1 Md CAD (2,0 Md €) d'investissements miniers prouvés en 2019, [l'industrie minière québécoise](#) est en constante évolution. Elle doit composer avec des défis de taille, à commencer par une importante compétition due à la rareté de la main-d'œuvre et à la fluctuation de la valeur des substances minières. La province possède cependant un important potentiel minéral : le Québec est un vaste territoire, dont seulement 1 % est exploité et 5 % fait l'objet d'un titre minier. L'exploitation québécoise correspond au cinquième de la production minière canadienne. Les ressources qu'on y exploite sont les plus diversifiées au Canada, avec la production et la valorisation de 13 métaux et de 16 minéraux non métalliques. Les principaux métaux extraits sont l'or, le fer et le nickel. Le Québec contribue également à fournir des minéraux critiques et stratégiques, puisqu'il est un producteur de nickel, de niobium (seul région productrice en Amérique du Nord) et de graphite et que des projets miniers sont en cours pour le lithium, le vanadium, les éléments de terres rares et le tantale.

Le ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles du Québec, M. Jonatan Julien a dévoilé le 29 octobre 2020 le [Plan québécois pour la valorisation des minéraux critiques et stratégiques 2020 – 2025](#). Doté d'une enveloppe de 90 M CAD (59 M €) sur 5 ans, ce plan vise à faire du Québec un chef de file de la production, de la transformation, de la valorisation et du recyclage des minéraux critiques et stratégiques. Le Québec a établi une liste de 22 minéraux qui présentent aujourd'hui un caractère stratégique élevé en matière d'approvisionnement ou qui sont nécessaires à la mise en œuvre de certaines politiques québécoises notamment dans le cadre du Plan pour une économie verte. Sur l'enveloppe de 90 M CAD, 43 M CAD (28 M €) serviront à mettre en place ou à optimiser des filières, 31,6 M CAD (21 M €) à accroître les connaissances (cartographie, formation,...). L'objectif est de travailler sur toute la chaîne de valeur, la valeur ajoutée pour le Québec résidant surtout dans la capacité à transformer et à recycler les minéraux grâce à une expertise de pointe. Des opportunités seront donc probablement à saisir pour les entreprises françaises disposant d'expertises pointues dans ce secteur. L'entreprise française Imerys opère d'ailleurs la seule mine de graphite en Amérique du nord à Lac-des-Îles au Québec.

Secteur maritime

Le gouvernement québécois entend tirer pleinement profit du potentiel en matière de développement économique et social que représente la position géographique stratégique du fleuve Saint-Laurent. Le gouvernement a prévu, dans le cadre du budget 2020-2021 et de sa [Stratégie maritime](#), un montant de 172 M CAD (112 M €) pour différentes initiatives relatives au secteur maritime, qui permettront de faire du Saint-Laurent un corridor économique performant notamment en modernisant les infrastructures portuaires et en donnant un nouvel élan aux zones industrialo-portuaires et aux pôles logistiques. Suite à des consultations lancées en 2019, une nouvelle stratégie maritime est attendu en 2021.

Mis sur pied à l'automne 2016 suite à la 19^{ème} rencontre alternée des premiers ministres français et québécois, [l'Institut France-Québec pour la coopération scientifique en appui au secteur maritime \(IFQM\)](#) vise à canaliser les efforts bilatéraux et à mobiliser, de part et d'autre de l'Atlantique, de nombreux intervenants concernés par les différents domaines liés au secteur maritime autant en recherche qu'en innovation.

Aluminium

Le Québec compte 9 des 10 alumineries que compte le Canada, lesquelles ont une capacité de production de 2,8 millions de tonnes d'aluminium en 2017. Le Canada est le 4^{ème} producteur mondial d'aluminium primaire, et près de 90 % de l'aluminium canadien est produit au Québec. L'industrie de l'aluminium génère près de 10 000 emplois directs dans le domaine de la production d'aluminium primaire au Québec et 20 000 autres emplois liés à la filière. La grappe industrielle [AluQuébec](#) a lancé ses activités en octobre 2013. Cette alliance stratégique, qui regroupe près de 1 500 établissements, vise à favoriser une synergie profitable entre tous les acteurs du milieu. La grappe a notamment comme objectif de doubler la transformation de l'aluminium au Québec.

Relations économiques bilatérales

Les échanges de biens entre la France et le Québec en 2020

Sans grande surprise, l'année 2020 met fin à 3 années consécutives de forte croissance des échanges de biens entre la France et le Québec. Selon les données de l'Institut de la Statistique du Québec (ISQ)¹, ils ont diminué de 10,8 % à 4,77 Md CAD (3,12 Md €) (à peu près leur valeur de 2018 : 4,81 Md CAD) sous l'effet principalement de la baisse des exportations de produits français au Québec qui chutent de 14,3 % passant de 3,83 Md CAD (2,50 Md €) à 3,28 Md CAD (2,15 Md €). Il s'agit d'une baisse à peu près comparable à la baisse des exportations françaises au niveau mondial (-15,9 % selon les douanes françaises) mais plus limité que la baisse globale des exportations françaises au Canada (-25,7 % selon l'ISQ).

Les exportations québécoises vers la France baissent légèrement (-1,9 %) à 1,49 Md CAD (971 M €). Il s'agit d'une bonne performance dans le contexte de 2020 : cette baisse est moins forte que celles des exportations mondiales québécoises (-8,5 %). Comme en 2019, **la France est le 5^{ème} fournisseur et le 6^{ème} client du Québec.**

Selon Statistique Canada qui ventile les données nationales canadiennes suivant la province de dédouanement, le Québec reste et renforce son rang de principale province partenaire de la France au Canada en 2020 (47,5 % des échanges France-Canada contre 43,3 % en 2019).

A titre informatif et d'un point de vue français si on intègre les données de l'ISQ aux données des douanes françaises (avec une valeur totale des échanges France-Québec de 3,12 Md €), **le Québec serait le 46^{ème} partenaire commercial de la France en 2020.**

Les échanges de biens France – Québec en 2020

	Md CAD	Md €	Évolution 2020/2019
Exportations françaises	3,28	2,15	-14,3 %
Importations	1,49	0,97	-1,9 %
Total des échanges	4,77	3,12	-10,8 %
Solde des échanges	1,80	1,18	-22,4 %

Pour plus de détails : [Les échanges de biens France-Québec en 2020](#)

Présence française

La présence française au Québec est effective dans tous les secteurs à l'exception de la grande distribution et de l'industrie automobile. Elle est notamment centrée sur les secteurs de l'aéronautique, de l'ingénierie, des transports, des technologies et de la pharmacie-santé-biotechnologies. La majorité des grands groupes français est implantée au Québec et les filiales de PME françaises sont aussi de plus en plus nombreuses.

La France est, en flux, le 2^{ème} investisseur étranger au Québec, derrière les États-Unis. En 2019-2020, selon les données d'Investissement Québec, les entreprises françaises ont généré 26 % du nombre de projets

d'investissement et 27 % de la valeur de ces derniers soit 22 projets et près de 510 M € d'investissement. Dans la région de Montréal, la France demeure en 2020 le deuxième pays d'origine des investissements directs (derrière les États-Unis), avec une part de 23,4 % du total des investissements directs étrangers selon l'agence de développement économique Montréal International. Malgré la crise sanitaire, cela représente des investissements français de 543 M CAD (355 M €) en 2020.

La plupart des sièges sociaux des filiales françaises implantées au Canada sont recensées au Québec. Selon le ministère de l'Économie et de l'Innovation du Québec, elles sont plus de 350, qui se démultiplient en établissements secondaires (sous-filiales, usines et succursales), et y génèrent plus de 30 000 emplois. 300 de ces implantations sont situées dans le Grand Montréal.

En France, la présence québécoise se caractérise par environ 170 entreprises, qui emploient plus de 20 000 personnes.

Le réseau français d'appui à la collaboration économique, au commerce extérieur et à l'investissement est relativement bien étoffé au Québec :

- Le **Service économique de Montréal**, qui appartient au réseau international de la direction générale du Trésor (DG Trésor) du ministère de l'Économie, des Finances et de la Relance représente les administrations économiques et financières de la France au Québec ;
- **Business France**, l'agence pour l'internationalisation de l'économie française, dont le bureau de Montréal (une quinzaine d'agents) fait partie du réseau nord-américain, propose notamment le Programme Industriel France-Québec (PIFQ), dispositif de soutien aux partenariats industriels et aux transferts de technologie entre PME, cofinancé par Business France et par le gouvernement québécois ;
- La [Chambre de commerce et d'industrie française au Canada](#) (CCIFC), dont le siège est à Montréal, compte environ 300 membres et assure l'animation de la communauté d'affaires et propose également des services d'hébergement de PME ; une antenne à Québec a commencé ses activités en 2016 ;
- Le comité des **Conseillers du Commerce Extérieur de la France** (CCEF) pour le Canada, qui, au-delà de sa mission classique de renseigner les pouvoirs publics français sur le contexte économique local, peut assurer des missions de mentorat et parrainage d'entreprises françaises.

Labelisée « French Tech » en 2016, Bleu Blanc Tech, la French Tech de Montréal anime l'écosystème des entrepreneurs et des entreprises en lien avec la France dans le domaine des technologies dans la région Montréal.

Les grands contrats et investissements récents des entreprises françaises au Québec

Les entreprises françaises participent activement aux appels d'offre et aux grands projets québécois. Les principaux et plus récents projets de grands contrats ou d'investissements, suivis ou remportés par les entreprises françaises concernent les technologies vertes, l'énergie, les transports et les infrastructures. Les sociétés françaises sont particulièrement performantes dans le secteur des transports (aéronautique et transports urbains). Le Québec est aussi une importante terre d'investissement pour les entreprises françaises. Quelques exemples de projets et contrats récents des entreprises françaises :

Air Liquide a annoncé le 8 décembre 2020 avoir commencé la production industrielle d'hydrogène vert grâce à une puissante unité d'électrolyse à membrane échangeuse de protons (technologie canadienne de la startup Hydrogenics rachetée l'an dernier par le motoriste américain Cummins). La production quotidienne de l'usine située à Bécancour doit sous peu atteindre 8,5 tonnes, ce qui représenterait l'équivalent des émissions annuelles de gaz à effet de serre d'environ 10 000 voitures si cet hydrogène provenait du reformage de gaz naturel.

La startup **Waga Energy**, lauréate du programme [French Tech Green20](#), a lancé un premier projet de gaz naturel renouvelable au Québec avec la Régie de gestion des matières résiduelles de la Mauricie et Énergir. La technologie WAGABOX®, qui sera utilisée pour ce projet d'injection de gaz naturel renouvelable (GNR) sur le site d'enfouissement des déchets de Saint-Étienne-des-Grés permet aux opérateurs de sites d'enfouissement de valoriser le gaz émanant de ces sites sous forme de GNR, aussi appelé biométhane.

En décembre 2020, le groupe pharmaceutique **Servier**, a annoncé l'ouverture d'un hub mondial en intelligence artificielle à Montréal en partenariat avec le Centech, incubateur d'entreprises de haute technologie de l'École de technologie supérieure de Montréal. En 2019, c'était **Thalès** qui avait annoncé s'associer au Centech pour accompagner la montée en puissance des start-up dans le domaine de l'intelligence artificielle.

Dans le secteur agroalimentaire, l'entreprise **BEL Canada** a démarré en août 2020 la production locale de Mini Babybel dans sa nouvelle usine de Sorel-Tracy pour répondre à la demande du marché canadien.

Eurovia et Dodin Campenon Bernard SAS, deux filiales de **Vinci** ont remporté en juillet 2020 en consortium avec l'entreprise québécoise Pomerleau un contrat d'une valeur de 1,14 Md CAD (745 M €) pour la réfection du tunnel Louis-Hippolyte-La Fontaine à Montréal.

Alstom a remporté avec l'entreprise québécoise SNC-Lavalin en février 2018 le contrat de fourniture du matériel roulant et de systèmes d'exploitation et maintenance pour le projet de Réseau Express Métropolitain (REM) de Montréal. Le REM est un projet de train entièrement automatisé et électrique de 67 km, incluant 26 stations. Son coût est évalué à 4,1 Md €, et est géré par la division Infrastructures de la Caisse de Dépôt et de Placement du Québec (CDPQ Infra). Plusieurs autres sociétés françaises sont impliquées sur cet important projet, parmi lesquelles le cabinet d'ingénierie **SETEC, ENGIE, Ingérop, Projet Linéaire**,... Le 15 décembre 2020, les autorités québécoises ont annoncé une 2^{ème} phase de ce projet : le REM de l'Est qui prolongera le tracé existant de 32 km et 23 stations.

Derichebourg Environnement a remporté en septembre 2020 cinq nouveaux contrats dans le domaine de la collecte et du recyclage de déchets ménagers pour la Ville de Montréal. Ces contrats représentent plus de 60,5 MCAD (40 M €) pour les cinq prochaines années avec une option de prolongation de deux ans. Plus de 580 000 habitants, soit environ 30 % de la population montréalaise, bénéficient des services de Derichebourg.

Arrivé au Québec en avril 2018, le détaillant **Déathlon** a ouvert, en décembre 2020 à Laval, en périphérie de Montréal, son cinquième magasin au Québec.

RESSOURCES DOCUMENTAIRES

Institut de la statistique du Québec

[Le Québec, chiffres en main](#)

[Comptes économiques du Québec](#)

[Tableau statistique canadien](#)

[Base de données « Commerce international en ligne »](#)

Ministère de l'Économie et de l'Innovation du Québec

[Note abrégée sur le commerce Québec-France](#)

[Informations sectorielles](#)

Direction générale du Trésor

[Brèves des services économiques français au Canada](#)

[Note de présentation générale du Canada](#)

La **direction générale du Trésor** est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international